

VONT-ILS VOLER L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX FRANÇAIS ? (ARRAS 2026)

72 min · Les Patriotes

· Bien, bonjour à tous.

J'espère que vous êtes bien installés.

On va tout de suite, avec un petit peu de retard et je vous prie de m'en excuser,

on va tout de suite commencer cette table ronde qui aura pour sujet un sujet ô combien intéressant qui est celui de l'élection présidentielle. VONT -ILS VOLER L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX FRANÇAIS ? Alors quand on entend ce thème, on peut se dire mais très bien, voler l'élection présidentielle, c'est quoi ? C'est bourrer des urnes ? C'est comme on a pu entendre Outre-Atlantique avec l'élection de Biden.

Donald Trump a indiqué cette fois voler, cette élection en 2020.

Mais on va axer cette table ronde sur un sujet qui est quand même beaucoup plus vaste parce qu'il y a en fait mille et une manières de voler l'élection présidentielle. Et c'est en cela que nous avons des invités prestigieux qui vont vous donner les clés, les mille et une façons de voler l'élection présidentielle pour que vous soyez en quelque sorte les Arsène Lupin de la démocratie.

Et vous ressortirez de là avec toutes les clés. Et en cela nous avons donc des intervenants de grande qualité. Je commence avec Jean -Frédéric Poisson. Bienvenue. Bienvenue.

Jean -Frédéric Poisson, président de Via, la Voix du Peuple, ancien député des Yvelines, ancien maire de Rambouillet. Vous avez été notamment vice -président de la commission des lois à l'Assemblée nationale. Donc vous connaissez tout particulièrement l'envers du décor, les entrailles du pouvoir. Et votre expertise sera tout particulièrement intéressante pour décrypter ce qui se passe sérieusement dans les arcades du pouvoir. Merci à vous. Vous avez un livre qui vient de paraître, La dictature du bien, que vous pourrez retrouver d'ailleurs dans les stands. Merci à vous de votre présence.

Également avec nous, Alexis Poulain. Vous êtes journaliste. Merci.

Plus que ça. Plus que ça. J'ai pas eu le temps. Vous êtes enfin analyse politique, éditorialiste. On a pu vous voir ces dernières années dans de nombreux médias français et étrangers. Vous avez fondé le monde moderne et vous venez de sortir un livre, il me semble. Oui. Alors, il est pas... Je vais l'avoir, mais je l'ai pas. C'est Transformer la colère. Vous pouvez aller sur transformer -la -colère .fr et le précommander. Vous pouvez même demander des dédicaces en ligne. Voilà. Parce que j'ai pas eu le temps de l'imprimer avant de venir ici. Voilà. Mais il est prêt. Mais il est là. Il est là. Je trouve sur vous. Il est là avec nous. Et votre expertise sera très utile puisque vous connaissez bien les entrailles du monde médiatique cette fois -ci. Et c'est un sujet particulièrement important dans la manière qu'ont les médias d'influer sur les lecteurs. Avec nous, John DeLorraine. Bonjour. Bonjour. Merci.

Vous êtes un influenceur, mais plus que ça, vous êtes un activiste des réseaux sociaux. Vous décryptez l'actualité, vous l'analysez, vous la décortiquez, notamment sur Twitter. Vous êtes suivi par des dizaines et des dizaines de milliers d'internautes. Et ce sera important d'avoir votre point de vue sur la campagne présidentielle qui s'ouvre et les effets divers et variés que peuvent avoir les algorithmes ou tout simplement les réseaux sociaux sur cette campagne qui s'annonce particulièrement mouvementée. Merci à vous de votre présence.

Avec nous pour cette table ronde, et je le remercie, Marion Saint-Michel. Bonjour.

Marion Saint-Michel, psychologue clinicienne. Vous êtes l'auteur de la gouvernance perverse, il me semble. Et vous êtes très utile pour décrypter la manipulation mentale qui opère depuis très longtemps maintenant sur les cerveaux des Français et en particulier des électeurs. Et c'est en cela que je souhaitais que vous soyez sur cette table ronde parce que vous pouvez décrypter les techniques de manipulation ou d'influence, soyons raisonnables,

sur le scrutin à venir. Et merci à vous d'être là. Merci à vous. Enfin

avec nous pour cette table ronde, Maître David Guyon. Merci.

Il y a un avocat qui partage nos combats pour la liberté et que vous avez pu suivre ces dernières années parce que les libertés ont été particulièrement attaquées et qui nous dressera un portrait juridique sur la situation en cours, mais pas que d'ailleurs, et qui nous expliquera comment la loi peut obéir le choix des Français lors de cette élection présidentielle. Merci à vous d'être là.

Alors par ailleurs, tant que nous y sommes, Maître David Guyon, commençons par une question très générique. Comment vous la sentez, cette élection présidentielle à venir ?

Mal. Je pense que je ne suis pas le seul. J'ai un peu l'impression que de ma courte existence, j'ai eu des élections présidentielles volées. La dernière en était un bel exemple avec la castorisation de la classe politique où on a toujours le sentiment qu'on nous donne le choix entre la peste et le choléra et qu'évidemment, on n'en veut pas ni l'un ni l'autre, mais qu'on se retrouve contraints et forcés à essayer de voter pour les personnes qui sont les moins éloignées, en tout cas, de nos convictions. Donc c'est évidemment un jeu qui est assez pipé puisque à aucun moment on ne va parler de Frexit et de souveraineté. Moi, je n'ai pas envie de voter pour le gouverneur de la province France.

Alors effectivement, vous dressez un tour d'horizon. On va faire un tour d'horizon de ces manières de voler cette élection présidentielle. Mais d'abord, avant même que l'élection présidentielle ait lieu, avant même que la campagne ne commence, il y a un premier sujet, un premier verrou.

Ou un filtre, c'est selon, qui est le système des parrainages. Et je voulais en parler un petit peu avec vous, Jean-Frédéric Poisson, parce que le système des parrainages existe depuis le début, quasiment le début de l'élection présidentielle. Il a évolué. Et est-ce que ce filtre n'est pas devenu une barrière ? Il est devenu une barrière, en tout cas, pour ceux qu'on appelle les petits candidats. Ça, c'est tout à fait certain. Je l'ai expérimenté moi-même comme directeur de campagne il y a un quart de siècle maintenant.

Et même parfois pour des candidats un peu plus gros, dès lors qu'ils n'ont pas, comment dire, la bonne manière d'être dans le bon camp, on voit bien qu'ils doivent ramer, ramer, ramer, ramer, ramer, et ramer pour passer à ça de fatidique des 500 signatures

validées formellement et matériellement par le Conseil constitutionnel. Parce qu'il ne suffit pas d'en

avoir 500, il faut en avoir 500 qui fonctionnent. Parce qu'il y a des maires qui peuvent oublier de signer, de mettre un tampon, il y en a qui envoient des photocopies, il y en a qui envoient des trucs déchirés. Donc tout ça, c'est un validé, tenté plus par le Conseil. Donc c'est un exercice extrêmement difficile, surtout pour les partis politiques qui ont soit peu d'élus, soit peu de réseaux, soit ni l'un ni l'autre. Et là, pour cela, c'est un enfer. J'ai milité il y a quelques années déjà, lorsqu'il s'est agi de réviser cette loi, c'était François Hollande qui en avait eu l'idée pendant son quinquennat, pour descendre le seuil des signatures à 100.

Ce qui, après tout, paraissait tout à fait raisonnable. Alors le général de Gaulle avait fixé le seuil de cette manière pour éviter la multiplication des candidatures. On voit bien que c'est d'ailleurs une manière de voler l'exercice, et quand on se retrouve avec trop de candidats, d'une certaine manière, trop de choix. C'est comme quand vous êtes perdus devant votre rayon de supermarché parce qu'il y a trop de yaourts, vous ne savez pas lequel prendre. Il peut se passer que la campagne présidentielle, c'est la même chose. Donc il fallait réduire le nombre de candidats pour éviter les farfelus. Alors malheureusement, on voit bien que les parrainages n'ont pas réussi à éviter les candidats farfelus. Il y en a même qui sont élus président de la République, n'ont mis les farfelus.

Mais ce sont des choses qui arrivent.

Il faut réformer ça. Alors c'est trop tard pour cette fois-ci, mais il faudra certainement passer à un mix entre des parrainages citoyens et des parrainages d'élus, quelque chose comme ça qui pourrait être un bon équilibre. Avant que mes petits camarades de jeu évoquent d'autres aspects, je voudrais attirer votre attention sur un point par lequel on peut voir l'élection, c'est la qualité du débat public. Je suis frappé de la nullité de ce que j'entends depuis qu'on est rentré de vacances. Et franchement,

j

'ai pas beaucoup de cheveux blancs, je vous remercie de le remarquer spontanément, mais j'ai quand même un certain âge. C'est pas ma première campagne... ni 1re campagne électorale. Mais alors, ce niveau de nullité, franchement, j'ai jamais vu ça. J'en prends deux exemples. Je vais pas prendre trop de temps, Thibault.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours de Jean -Luc Mélenchon à la braderie de Lille dimanche dernier. Modèle du genre. Costume bleu, chemise blanche, cravate rouge. Bon point. Dans la foule, que des drapeaux bleu -blanc -rouge. Deuxième bon point. Et quand vous preniez l'assistance, là, depuis là, que des blancs et des jeunes. Voilà. Comme ça, ça campe le décor. On est dans une forme de... J'allais dire de reconquête. C'est méchant. Mais en tout cas de réinvestissement d'un terrain qu'on avait peut-être un peu abandonné. Très bien. Et alors, il évoque sa fameuse truc « On va effacer la dette ». Vous avez tous entendu parler de ça. Alors, on peut penser de ce qu'on veut, du truc.

L'idée selon laquelle, un, la BCE peut créer d'un trait de plume 700 milliards d'euros pendant le Covid, donc elle pourrait bien d'un trait de plume en effacer 30, ça me paraît pas complètement farfelu, techniquement. Bon. Premier élément. Deuxième élément. Si effectivement, je suis moi actionnaire de la BCE et que je décide que je ne me dois plus d'argent quand j'en dois à la BCE, ça non plus, c'est pas complètement idiot. Bon. Après, est-ce que c'est pertinent ? Qu'est-ce que ça fait sur les marchés financiers ? Est-ce que c'est la bonne décision ? Est-ce que c'est bon moment ? C'est autre chose. Mais en tout cas, vous n'avez pas le droit de balayer d'un revers de main cette question comme si elle ne se posait pas et comme si elle n'existait pas. Et le soir, je vois un artiste,

un artiste, c'est un ancien de mes anciens collègues députés, il arrive toujours sur les plateaux de

télé avec une chemise à fleurs, qui s'appelle Vignal. Il vient de... Si vous voyez pas qui c'est, je peux pas vous en faire de reproches. Et alors, cet artiste se trouve à côté d'Aurélié Trouvé, qui n'est ni moins charmante ni ni moins compétente des camarades de jeu de Jean -Luc Mélenchon, une économiste, et elle explique ça. Et Vignal lui dit « Madame, vous dites n'importe quoi parce que si je veux voir mon banquier à qui je dois 500 000 euros et que je lui dis que j'arrête de rembourser, ça ne marchera pas ».

Et on peut pas expliquer à ce monsieur en peu de temps que la position du créancier que nous sommes face à nos banquiers et

la position du créancier qu'est la France face à la Banque Centrale Européenne, c'est pas du tout la même manière d'être créancier. Évidemment que non. Mais vous voyez, si on n'est pas capable, sur un plateau de télé, même pour dire « J'ai bien compris votre idée ». Voilà ce que ça veut dire. Et je suis pas d'accord parce que ça, c'est du débat public.

Mais si vous dites « Ah bah non, vous dites des bêtises parce que j'ai rien compris ». Enfin, il a pas dit comme ça, mais c'est ce que ça voulait dire. Ça, ça peut pas marcher. Entrer dans une élection présidentielle sur un sujet qui est quand même important,

avec un tel niveau d'argumentation, me paraît extrêmement dangereux. Deuxième exemple, j'irai très vite. On pense ce qu'on veut de l'interdiction du voile dans l'espace public porté par l'ORN. Je suis fondamentalement contre cette mesure. Je trouve qu'elle est inapplicable, idiote, qu'elle n'a pas de sens et que... Bref. Je suis prêt à m'en expliquer si vous voulez. Vous n'avez pas le droit, en tout cas, de dire que c'est une mesure discriminatoire et qu'on n'a pas le droit de débattre de ça. J'entendais des députés de gauche expliquer que le simple fait de poser la question relevait d'une plainte pénale. Vous n'avez pas le droit de dire non plus que l'article 11 de la Constitution empêche un référendum sur cette question parce que ça n'est pas vrai. Et même des journalistes très compétents, mon cher Alexis, comme Yves Tréhard du Cigaro, qui est une plume ancienne du paysage politique, où tous les commentateurs officiels ont dit que l'article 11 ne le permet pas. L'article 11 permet de poser par référendum toutes les questions relatives aux questions sociales.

Expliquez -moi ce qui n'est pas, d'une manière ou d'une autre, relatif aux questions sociales. Tout est relatif aux questions sociales. C'est précisément ce qui était voulu par le général de Gaulle. Donc que le Rassemblement national veuille faire un référendum parce que quand le peuple français adopte une loi par référendum, le Conseil constitutionnel ne la contrôle pas. Il perd son pouvoir de contrôle. Donc évidemment que le Rassemblement national veut faire ça pour cette raison. On a bien compris. Mais disons -le tel quel. Mais ne disons pas non, non, c'est du vent. Voilà. Donc pardon, j'étais un peu long peut-être. Mais le vol de la présidentielle, le vol d'une action, ça commence par l'occultation du fond des débats, par un niveau d'argumentation insuffisant. Et ça va nous obliger, mes chers amis, à prendre part directement à l'organisation de ces débats et en devenir des acteurs très énergiques si on veut que, pour une fois depuis longtemps, les questions essentielles et vraies pour le pays soient posées.

Merci Jean -Frédéric. Effectivement, le sujet de même de l'asymétrie, de l'argumentation entre des slogans et des développements qui doivent prendre un peu plus de temps sur les plateaux télé, ça pose de vraies questions de profondeur du débat public, en particulier lors d'un scrutin aussi important que celui -là. Donc on parlait du système des parrainages tout à l'heure. Quand même on obtient les parrainages, on se rend compte, au vu des derniers développements, qu'un candidat qui obtient ses parrainages n'est pas forcément assuré de voir sa candidature validée par le Conseil ou la Cour constitutionnelle confère Georgescu en Roumanie, qui est un vrai sujet, mais également, j'allais dire, en France, toute proportion gardée, avec une candidate dont l'éligibilité n'est pas à 100

% assurée en fonction de l'issue des recours judiciaires qu'elle a en cours. Donc c'est un deuxième sujet qui est celui du deuxième filtre, qui est celui du Conseil constitutionnel. Je ne sais pas si quelqu'un souhaite en dire quelques mots particulièrement.

Non. Eh bien, très bien. C'est moi qui l'aurais fait. Mais effectivement, il reste ce deuxième filtre. Un autre sujet, c'est celui de cette campagne présidentielle qui s'ouvre ensuite, puisque l'on se rend compte qu'avant même qu'elle n'ait commencé,

certain candidats sont médiatiquement considérés comme présidentiables et d'autres ne le sont pas. Et j'aimerais, Alexis Poulain, que vous puissiez nous en dire quelques mots sur la façon dont les médias façonnent cette opinion publique. En fait, les médias sont devenus un système de contrôle ou sont partie prenante du système de contrôle. Là où ils avaient la chance d'être un quatrième pouvoir, c'est -à-dire de critiquer le pouvoir et d'être un contre-pouvoir important, on doit ça à Baladur, à son âme, s'il la trouve. En tout cas, c'est le principe simple des lois Baladur qui ont permis aux oligarques, notamment qui vendaient des armes ou qui faisaient du BTP, de devenir propriétaires de médias. Alors en France, on appelle ça des capitaines d'industrie. Ce sont des oligarques. Et donc, ils décident avant vous de qui va être président. Comment, avec les instituts de sondage, qui ne sont pas des instituts, ce sont des entreprises privées, qui voient comment vendre de la lessive, du dentifrice et un candidat moisi comme Gabriel Attal, et ils vous font donc des sondages en la personnalité politique préférée des Français. Et les médias sont là pour vous faire comprendre qu'il n'y a pas de choix. En fait, il n'y a pas beaucoup de choix. Alors il y a le choix qui est poussé par les partis populaires, le RN et la France Insoumise. Donc ils sont obligés de les prendre dans l'équation et ils font partie aussi du système. Quand vous êtes souverainiste, vous n'existez pas pour la bulle politico-médiatique. Là, tous les gens qu'il y a aujourd'hui, France

Info est en train de faire un reportage, vous allez tous passer pour des complotistes d'extrême droite, pro-russes, un peu débiles. Je vous le dis.

Et salut à France Info. Super boulot.

Et donc, nous on n'existe pas. C'est vraiment trop compliqué. Parce que ça poserait des questions. Vous savez, dans Harry Potter, il y a celui qu'il ne faut pas nommer. Vol de mort. Eh bien, dans la politique française, il y a celui qu'il ne faut pas nommer. Frexit. Et quand on dit Frexit, alors là, c'est la fin du monde. C'est comme si vous dites que l'Ukraine a perdu. C'est pareil. C'est genre, oh mais tu peux pas dire ça. Les mecs, ils s'effondrent devant toi. Et on t'explique que t'es vraiment dangereux. Et généralement, tu sors du plateau. Et ce qu'on voit, c'est que les médias sont devenus des caricatures d'eux-mêmes. Quand je parlais de quatrième pouvoir. Là, aujourd'hui, ce sont des instances de contrôle des populations. On est dans une manipulation de masse. Tout le monde est conscient ici de l'incul... Enfin, Gabriel Attal dans un bistrot, c'est incongru. C'est comme une bonne soeur dans une boîte à partouze. Donc, à un moment, tu...

Et le mec va faire ses mille bistrots comme si c'était normal. Et les mecs vont aller filmer. Et tu vois, il est dans son bistrot, c'est nul à chier. Il fait, oh mais les planches de saucisson n'est pas à boire et tout. Et t'as 40 micros et les mecs regardent tout. Edouard Philippe, c'est pareil. Edouard Philippe, il est responsable du désastre et de la Bérésina en France. Bah, Edouard qui veut maintenant des vacances après son élection. Parce que quand même, une élection, c'est du boulot. Le mec, il s'est pas capable de servir des cornées de frites avec Gérald Darmanin. A la braderie de Lille. Mais tout va bien. Tout va bien.

Raphaël Glucksmann. Un cap clair. Même son parti Place Publique en veut pas, quoi. Ils ont compris. Ils ont fait, non mais mec, mec. A part si on veut faire des sketches. Et encore, ça fait moyennement

rire. Ça sert à rien. Et le mec, il est en train de dire, ouais, je vais faire payer 15 euros des gens, les pauvres, le Parti Socialiste, pour voter à une primaire et dire, ce sera moins leur candidat. Putain, je suis désolé, mais c'est pas des candidats sérieux. Ni Edouard Philippe, ni Gabriel Attal, ni Raphaël Guzman. Ils disent tous la même chose, qu'il faut un seul candidat. Donc déjà, ils perdent du temps. A la fin, ils vont évidemment faire affaire au mois de janvier, sans doute avec François Bayrou et Thierry Breton, qui sont les grands architectes de cette alliance, pour sauver le centre. Moi, franchement, je vous dis, les médias, aujourd'hui, c'est de la malinformation. Et je fais le parallèle avec la malbouffe. La malbouffe, ça rend malade. La malinformation, ça rend con. Et vous avez affaire.

Et vous, quotidiennement, sur vos lieux de travail, peut-être dans votre famille, vous avez affaire à des gens mal informés. Et quand vous commencez à parler des accords de Minsk, de 2014, du Donbass, les gens vous regardent « Hummm... Est-ce que j'appelle le commissariat le plus proche ? Comment ça se passe ? » Et quand vous commencez à dire « Mais tu te rends compte que... Regarde le bilan de Macron, et là, t'as trois candidats qui sont de ce camp -là. Comment ils peuvent oser se présenter devant les Français ? » Là aussi, les gens comprennent pas. Et il faut comprendre que pour que ça marche, ce système, il faut que les gens soient infantilisés. Il faut que les gens soient vraiment traités comme des idiots. C'est ce qui fonctionne merveilleusement à la télé. Alors, idiots de gauche, idiots de droite, on met ça dans des cases et ça fonctionne très bien. Et généralement, moi j'ai un pronostic, à un mois du premier tour, je vais... Tu demandes à des gens qui ont des enfants « Qu'est-ce qui se dit dans la cour de récré ? » Tu fais un dîner chez des amis et tu dis « Toi, tu penses que c'est qui le président ? » Et vous vous demandez au niveau CP, CE1, CM1. Généralement, le gamin te fait le deuxième tour. Il te dit les deux noms qu'il a le plus entendu rabâchés, comme ça, dans l'atmosphère. Et c'est comme ça qu'on fait une élection présidentielle, en rabâchant des noms. Alors, on peut rabâcher du Glucksmann, on peut rabâcher du Doir Philippe, machin. Mais vous n'entendrez jamais parler de Laurent Philippot dans les médias, ni Asselineau, ni Clara Guerre, ni Branco, etc. C'est comme ça que ça fonctionne. C'est du foutage de gueule. Alors, il y a déjà les 500 signatures, c'est déjà du foutage de gueule, surtout depuis Hollande qui a rendu

ça public. Donc, tout le monde a peur parce qu'on ne peut pas donner sa signature à n'importe qui. Et derrière, vous avez en plus ce travail de massacre intellectuel des médias de masse qui sont là pour vous expliquer qu'il y a 5 candidats crédibles. Aucun n'est crédible. Mais qu'il faut voter pour eux. Voilà. Donc, c'est vraiment... Pour se prémunir des médias, il faut aller sur les médias indépendants alternatifs. Vous le faites. Merci d'être là. Merci de faire ce taf -là. Et c'est à nous aussi, médias indépendants alternatifs, de travailler ensemble. John est venu plusieurs fois sur le monde moderne. On a fait plusieurs choses aussi avec Eric qui est à côté. C'est de créer cette nouvelle scène, en fait, d'information citoyenne et qui doit grossir. Et elle le fait grâce à vous. Parce que vous parlez de nous autour de vous. Parce que vous nous regardez partager les contenus. Et derrière, c'est à nous d'arriver à faire venir les politiques. Mais prenons un parti politique mainstream qui est dans le système, comme le Rassemblement National. Clairement, eux, consignent de ne pas aller dans les médias indépendants. Ça fait des mois qu'Eric Montrioteux essaye d'avoir Bardella. Il n'a jamais répondu. Voilà comment ça fonctionne. Parce qu'on joue avec le système ou pas. Moi, j'ai réussi à avoir des gens de la France insoumise, quand même.

Et puis Mélenchon avait fait un truc avec des influenceurs. Parce qu'il a compris, lui, que c'était important, les médias sociaux et les médias citoyens. C'est ce qu'on est. Et c'est vraiment la chose la plus importante. Donc, voilà. Merci d'être là. Et si on veut, moi, ce qui me ferait plaisir, personnellement, en 2027, dans le jeu de l'urne, qu'on va forcément perdre en tant que souverainiste. Parce que, malheureusement, même si on a 500 signatures, ce sera très difficile d'accéder au second tour. C'est d'avoir un second tour. Mélenchon, Le Pen, pour en finir avec le parti

unique du centre. Et voir leur gueule, en fait, le soir des résultats du premier tour. Voilà, c'est tout.

Merci, Alexis. Alors, justement, Marion Saint-Michel, Alexis vient de soulever un point important, qui est l'art de la répétition pour créer une forme de conditionnement. Vous, qui êtes experte de... Ou experte... En tout conditionnement. Mais vous connaissez en tout cas toutes ces techniques. Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus ? Comment concrètement le cerveau finit par s'habituer à ça ? Je ne sais pas du tout si je suis experte. Et en plus, je trouve qu'on a appris à se méfier un peu des experts ces six dernières années.

Mais par contre, j'ai juste envie de rebondir sur ce que, par exemple, Alexis vient de dire avec beaucoup d'humour. Pour mettre, malheureusement, un gros mot derrière tout ça, qu'il ne faut quand même pas qu'on oublie, c'est le mot de totalitarisme. Parce que quand vous avez une impossibilité d'accéder à l'information réelle, parce que c'est ça, ça n'est même pas de la désinformation ou de la non-information, c'est l'accès interdit. Le débat, il est interdit, comme l'a dit d'ailleurs, et l'a écrit avec beaucoup de talent une de mes collègues, c'est un débat interdit. C'est-à-dire que les gens qui débattent actuellement sont des gens qui sont d'accord entre eux à 95 % des choses, et peut-être à 100 % si on prend le fait de vouloir avoir le pouvoir. Donc 100 % d'accord sur le fait de briguer le pouvoir, 95 % d'accord sur le reste, ils feront tous la même politique, la même politique économique, ils resteront tous dans l'Europe, y compris Mélenchon, y compris Marine Le Pen. Aucun des deux n'a contribué à destituer ou poser le moindre problème au pouvoir actuel, alors qu'ils auraient eu quand même beaucoup d'occasion, me semble-t-il, je ne suis pas juriste, mais il me semble quand même qu'ils avaient beaucoup d'occasion de leur causer des problèmes, ils n'ont rien fait. Donc en fait, il n'y a pas de débat, nous avons un candidat. Un candidat avec plein de noms différents. Je résume, mais je crois que c'est à peu près ça qu'on a. Voilà. Après, on l'appelle comme on veut.

Donc ça, c'est un énorme problème. Puisque j'aime bien la perversion, vous savez, enfin, j'aime pas du tout, mais malheureusement, c'est mon pain quotidien un peu quand même, le problème qu'on a là, c'est que cette façon de fonctionner, c'est une inversion totale de tout. Bien entendu, les gens qui sont ostracisés, deuxième élément totalitaire, l'ostracisation de l'ennemi, vous ne discutez pas avec l'ennemi. Vous l'ostracisez, vous le méprisez, vous dites beaucoup de mal de lui, vous lui trouvez des affaires, vous dites que de toute façon, ça ne mérite pas de discuter avec lui, pour plein de raisons possibles. Vous le diabolisez, je cherchais le mot, et donc il n'y a pas de discussion possible. Vous voyez ? Donc ça, c'est vraiment l'interdiction du débat et l'impossibilité d'accéder à la véritable information. Quand ils nous traitent, quand ils traitent des gens de désinformateurs, eh bien, c'est tout l'inverse. Le grand désinformateur, aujourd'hui, c'est le gouvernement. Et nous, nous sommes les réinformateurs. Les fact-checkers sont des doxa-checkers. Ils vérifient que ce que vous dites correspond à la doxa, ou est compatible, au moins. Voilà.

Donc, malheureusement, c'est juste pour mettre un mot supplémentaire, pour montrer simplement la gravité de ça, c'est que c'est ce qui se passe quand on rentre dans un système totalitaire où il n'y a qu'un seul discours possible, un seul comportement. Et c'est pour ça aussi, on parlait ce matin des gens qui sont traumatisés, de la population, mais les gens sont traumatisés parce qu'ils savent instinctivement qu'il y a un tas de choses qu'ils ne peuvent pas dire. Ils ne savent pas toujours quoi. Mais du coup, ils se taisent tout le temps. Et qu'un des intérêts d'une journée comme ce qu'on partage aujourd'hui, ou des médias alternatifs, c'est justement de rétablir la parole et le débat qui n'existent plus sur la scène nationale. Je m'en tiendrai à ça pour l'instant. Merci

beaucoup Marion Saint-Michel. Alors effectivement,

les médias mainstream

ont,

dirons -nous, une place prépondérante jusque -là dans la fabrique de l'opinion, mais on voit quand même poindre des réseaux sociaux depuis des années, ça s'accélère, les gens s'informent de plus en plus sur les réseaux sociaux. Et je voulais parler un petit peu de ça avec vous, John Deloraine. Justement, est-ce que les réseaux sociaux vont permettre de briser l'omerta sur plein de sujets dans le débat public actuel ? Alors merci beaucoup. J'en profite pour remercier toutes les personnes qui sont là parce que s'il y a des sujets qui vont à la télé, c'est parce que vous êtes là, c'est pas fait autrement. C'est -à -dire que ce qui est mis par... Ils le reprennent en fait. Jean -Alexis peut le confirmer. D'autres aussi. Ils regardent la façon dont vous mettez vos tweets, dont vous mettez vos posts Facebook sur Instagram ou quoi, etc. Des angles. Ils le reprennent et ils le font. Ils me le disent. Voilà, c'est pas un truc complotiste.

Comme tu disais aussi que France Info, s'ils nous écoutent, qui diabolisent, etc. Ça fonctionne pas. S'ils sont là, bonjour à eux, évidemment. Mais de ce que je voulais vous dire, c'est que véritablement, ils regardent ce que vous faites. Ils regardent le flux que vous apportez parce qu'ils sont tous déficitaires, finalement. Ils ont tous des subventions. Il y a toute cette histoire. Dans le totalitarisme aussi, les histoires des oligarques, c'est que derrière, vous avez des milliardaires. Ils détiennent des médias et en fait, en échange de bons procédés avec l'État en place, ils décident ce qu'ils vont mettre dans leur ligne éditoriale. Donc à partir de ce moment -là, c'est sûr qu'il y a des choses qui te font au niveau de la logistique, des stocks, etc. Donc ils s'arrangent là -dessus. Sur l'information, idem, vous avez beaucoup de rédactions. Ils ne savent pas comment ils vont faire leur programme le matin, etc. Ils font de la veille. Ils se lèvent plus tôt que les autres. Donc au final, ils viennent, ils vont sur les réseaux sociaux, ils regardent un petit peu comment ça se passe. Ils se servent. Et voilà, ça, ça fonctionne. Moi, je vais vous donner un exemple débile, mais un bon exemple. On parlait des podcasts tout à l'heure des gens de droite qui ne venaient pas. Moi, j'avais mis un truc. Un ami m'a envoyé un podcast où il y a François Hollande. Il est avec une jeune femme. Alors, il n'y a pas de souci. Moi, je ne suis pas de ses opinions politiques, mais je trouvais ça très drôle. Et en fait, le mur derrière, il y a un poster, je ne sais plus quoi, ça tombe. Et c'est un truc qui a fait, je ne sais pas, des millions et des millions de vues. C'était un podcast qui s'est adapté trois semaines en arrière. Ça a fait tellement de vues que vous avez Le Figaro qui a fait un article. Je ne sais plus qui d'autre a fait un article. On l'a retrouvé sur C'est à vous

un soir récemment, la semaine dernière ou quoi. Donc au final, ils regardent absolument qu'est-ce qui va générer du flux parce que derrière, il y a aussi l'aspect financier pour eux. Et donc, ils ne peuvent pas s'empêcher de faire ça. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que plus les années passent, les données et les statistiques qui montrent des gens qui regardent la télé s'effondrent. Ils vont se retrouver dans des autres médias, même des chaînes de partis politiques, le monde moderne. Ils vont regarder ce que les gens disent avec des intervenants que vous n'avez pas la possibilité de voir à la télé. Quand on peut y aller, c'est souvent exceptionnel. Moi, j'ai pu y aller une fois, mais pour y retourner, c'est une fois, c'est une fois de trop peut-être. Mais au final, on se rend compte que c'est extrêmement verrouillé. Quand on parlait aussi de cette histoire de totalitarisme et au niveau de l'information, pour faire le lien encore une fois, quand vous regardez le plateau télé le matin ou même l'après -midi, c'est toujours les mêmes. C'est les chaises musicales en fait. C'est toujours les mêmes et il y a des candidats qui n'existent pas. Donc ici, on est aux Assises de la Souveraineté avec Florian Philippot. On ne le voit pas assez à la télé. Nicolas Dupont -Aignan, même M. Asselineau, même si je sais que c'est compliqué de faire des alliances, etc., mais il faut le dire aussi, ça concerne tout le monde. Tout ce qui est sur les experts. M. Poisson parlait justement de la dette. Moi, je trouve que Mélenchon dit des grosses conneries, mais ça, ça me regarde. Mais on devrait avoir un expert qui est de mon obédience, qui se retrouve en face et qu'on en discute sérieusement.

Pas des éditorialistes, pas des chroniqueurs en fait qui prennent la parole et qui font juste ça dans un but politique où on sait que derrière, il pousse un parti. Donc quand on regarde tout ça, vous avez plein de barrières d'entrée sur l'élection présidentielle pour revenir au sujet. Vous avez l'essence en signature, le

fait qu'elle soit visible. Vous avez l'argent aussi qui doit être fait. Parce que vous devez faire vos 5%, sinon il faut financer. Donc il y a des gens qui critiquent de comment ça fonctionne dans les partis politiques ou quoi. Si vous voulez tenir, il faut que vos adhérents participent, sinon c'est mort. Que ça soit les chaînes de télé ou que ça soit pour les médias alternatifs, c'est pareil. Vous avez après tout l'aspect médiatique, on en a parlé. Vous avez la diabolisation. Ça, ça marche de moins en moins. Par exemple, cet événement ici où on a essayé de me dédouaner d'y aller en disant que je vais être diabolisé, etc. J'en ai rien à foutre, qu'on soit bien clair. Je veux dire, on assume nos idées et on voit dans... Merci. Vous aussi, c'est pareil. Merci. On le fait à visage découvert. On n'a pas peur. On le dit. Et c'est pour ça qu'ils regardent au niveau de l'Union européenne, qu'ils essayent de regarder ce qui se passe sur les réseaux sociaux parce qu'ils ont bien compris que c'était le contre-pouvoir aujourd'hui. Et ils ont peur que les gens continuent de s'informer par là-dessus et qu'en fait, ils imaginent dans leur imaginaire finalement que les gens vont sagement fermer leur compte et vont se remettre devant la télé, manger ce qu'on leur dit et accepter ce qu'on leur dit de faire. Donc, pour terminer sur les problématiques de l'élection présidentielle, moi je le glisse quand même, on aura le temps encore après d'en parler bien évidemment. Mais moi je pense qu'aujourd'hui, on est dans un moment où il y a plein de gens qui ne sont pas d'accord sur une petite partie, mais sur 70-80 % on est d'accord. Sur la souveraineté, on est d'accord à 100%. Il y a des candidats qui veulent faire des choses. Il y a des gens ici dans cette salle qui veulent faire des choses ensemble. Il faut en profiter. Moi j'ai passé la journée à parler avec tous les gens que vous voyez dans

les loges ou quoi, etc. En disant vous devez faire un truc ensemble, vous devez faire des podcasts, vous devez aller au Trouement de Moderne, vous devez aller chez Eric Morillo, vous devez parler avec M. Poisson, vous devez aller voir les conseils juridiques de M. David Guillon, vous devez avoir des conseils psychologiques, comment expliquer aux gens en détail, faire de la réinformation, que les gens des Patriotes parlent avec Debout la France, via, enfin peu importe tout ça, etc. Même l'UPR, dire on s'en fout, il faut que ça soit large. Quand on regarde les élections qui ont été faites aux Etats-Unis, que ça a été en Argentine, qu'on aime ou pas les personnes, intéressez-vous à comment cela a été fait pour justement prendre le pouvoir. Alors, nous, et j'en termine là-dessus, excusez-moi, c'était un peu long, même si au final, c'est pas à la fin d'avoir le Graal, d'avoir un président, une présidente, etc., peu importe, c'est d'arriver au moins à 5%, 5-10%, d'imposer des sujets dans le débat public. On a la capacité de le faire avec les réseaux sociaux, avec les médias alternatifs, avec la qualité des experts qu'on ne voit pas à la télé. On peut le faire avec la qualité des gens aussi, qui relaient l'information, qui le font beaucoup plus que des gens qui sont simplement lobotomisés devant la télé, il faut le dire. Et après, vous verrez que forcément, il y aura le sujet de la souveraineté qui sera obligatoirement pris pour le second tour. Et là, vous êtes assuré qu'un de vos sujets soit là. Et vous pouvez pousser après pour les législatives. Et après, quand on met le pied à l'étrier, on enchaîne et on engrange. Voilà. Merci à vous.

Merci beaucoup, John. Et c'est justement l'objet de ces assises de la souveraineté que d'agréger des personnes qui ne pensent pas forcément à 100 % la même chose. Et c'est tout l'objet de ces tables rondes où on essaie de réunir les différentes sensibilités, mais autour d'un objectif commun, qui est celui de recouvrer notre souveraineté. On parlait justement de ces médias. On se rend compte aussi que juridiquement, l'oligarchie en face se dote d'arsenaux juridiques tout particuliers. On peut parler du DSA. On peut parler d'une loi qui vient de passer, qui est la loi anti-ingérence. Est-ce que ces arsenaux ne vont pas conduire à une restriction encore plus forte que celle que nous

vivons actuellement du débat public dans les semaines et les mois à venir pour cette élection ?

C'est effectivement une question très intéressante parce qu'en fait, on revient à la question de la liberté d'expression. La liberté d'expression, c'est une condition qui est indispensable pour qu'on puisse parler d'une démocratie. Quand je parle de démocratie, évidemment, je ne suis pas en train de penser à la démocratie telle qu'on la vivait à Athènes. Je pense notamment au pluralisme des idées. En fait, c'est normal de ne pas être tous d'accord. C'est même sain. C'est justement par la confrontation des idées qu'on est capable d'améliorer son propre raisonnement. Donc quand vous avez toute une classe politique qui pense exactement la même chose et qui, au lieu de considérer que vous êtes devenu un opposant politique, vous traite de complotiste, d'antivax ou autre qualificatif, évidemment, vous devez vous inquiéter. Parce que c'est normal de ne pas être d'accord. On a toute une série de législations qui est venue justement réglementer la liberté d'expression. Il y a notamment une législation qui a évolué sur la question des ingérences étrangères. Apparemment, ça ne touche que des candidats dont je ne savais même plus qu'ils existaient. Gabriel Attal qui aurait été victime d'une ingérence russe. Je ne savais pas qu'il y avait besoin d'une ingérence russe pour perdre cette élection. Mais visiblement, peut-être qu'ils sont mal informés. Mais il y a aussi toute une série de législations qui nous impactent, nous, au quotidien. C'est -à-dire qu'aujourd'hui, vous ne le voyez pas, mais sur les réseaux sociaux, par exemple, lorsque vous souhaitez promouvoir certains postes, donc faire de la publicité, il y a des sujets dont vous ne pouvez plus parler. Je vous donne un exemple.

J'ai juste voulu parler des émeutes en Nouvelle-Calédonie parce qu'il s'est passé en mai 2024 des émeutes qui étaient assimilables à une guerre civile. Concrètement, vous avez des personnes qui ont tout perdu. On les accompagne dans leur démarche pour obtenir une indemnisation. Eh bien, Meta nous bloque tous nos postes qui sont relatifs à ce qu'ils appellent un sujet électoral ou un sujet politique. Moi, je ne fais pas de politique. Moi, je fais juste de l'information juridique. Vous ne pouvez pas défendre vos droits si vous ne savez pas qu'ils existent. Donc si vous commencez à censurer un avocat, imaginez la censure qu'on subit tous au quotidien. C'est exactement ce qui est en train de se passer au niveau des élections présidentielles. Quand vous commencez à dire ce qui est raisonnable et ce qui ne l'est pas, vous êtes déjà en train de restreindre la liberté d'expression. Si vous restreignez la liberté d'expression, il n'y a pas de souci. C'est juste qu'on est peut-être en train de changer de régime et qu'on n'est peut-être plus vraiment dans une démocratie. Est-ce qu'on l'était vraiment ?

Justement, Marion Saint-Michel, on se rend compte que des thèmes ne sont évidemment pas abordés lors de cette élection. Mais il y a aussi un climat qui s'installe qu'on a pu voir en particulier en 2022 qui est un climat de peur. Est-ce que ce climat qui est instillé par les médias notamment, est-ce qu'il a des conséquences concrètes sur le comportement électoral, certes, mais également d'une manière générale sur la psychologie de la population qui vit ça au quotidien ? Évidemment, et c'est fait pour. Le climat de peur, on l'a plus ou moins découvert avec le Covid. C'est une véritable gouvernance par la peur. Alors les médias, effectivement, mainstream, bien sûr, ont un rôle considérable. Je m'amuse de temps en temps à suivre, enfin c'est pas très drôle d'ailleurs, mais à suivre le 20h ou autre. Et vous avez toujours le même découpage, c'est -à-dire vous avez toujours l'effet divers, horrible, parce que s'il se passe quelque chose de bien, ça ne va pas, ça ne joue pas. L'effet divers, les gens qui se font manipuler, les gens qui se font traquer, ou bien les cambriolages, etc. Vous n'avez que ça. Il n'y a pas une information sur la politique nationale, les véritables enjeux, l'international. Vous n'avez aucune information dans les informations. Je suppose que vous avez remarqué. Donc les médias ont un rôle très important à jouer dans le maintien de la peur, mais tout joue dans ce sens en fait.

Le problème de la peur, c'est que ça fige les esprits, et que ça laisse les gens chez eux d'une certaine manière. Ça empêche les gens de bouger, aussi bien dans leur tête que dans leur vie quotidienne. Et c'est un climat dont ils espèrent que ça leur permettra d'installer ce système totalitaire. Et c'est comme ça que ça a marché dans tous les systèmes totalitaires, si vous regardez un petit peu le détail des choses. Il faut faire peur aux gens pour qu'ils réfléchissent de moins en moins, et aussi qu'ils se méfient les uns des autres. On l'évoquait tout à l'heure en disant, effectivement on ne se parle plus les uns des autres, on a peur de tomber sur quelqu'un qui n'est pas du même avis, ou même on a peur de perdre son travail, on a peur de conséquences très graves. Il y a des conséquences très graves. Il y a des gens actuellement qui se font... bloqué totalement leur accès à leur compte. Vous en avez entendu parler, bien sûr. Quelqu'un comme Jacques Beau, dans son propre pays, puisque c'est quelqu'un qui est en Suisse. On pense à lui, on peut en profiter pour l'applaudir. Un monsieur remarquable.

Et vous voyez le gabarit des personnes auxquelles il s'attaque, parce que ce ne sont pas justement des lanceurs d'alerte. Ce sont des gens qui ont travaillé pour la patrie. Jacques Beau, c'est quelqu'un qui a travaillé pour la patrie, qui était en renseignement en Suisse. Donc il s'attaque vraiment à de fortes pointures. Donc il y a vraiment des mesures de rétorsion, non seulement la censure qu'on évoque actuellement sur la partie informative et tout ça, mais il y a des mesures de rétorsion réelles qui servent bien sûr d'exemple. Le but de ces choses-là et de les faire savoir, c'est de faire peur aux gens qui auraient l'idée d'ouvrir la bouche. C'est ça l'idée. Quand vous stigmatisez un lanceur d'alerte, que vous apprenez même que quelqu'un est mort dans des conditions qui peuvent paraître douteuses, ou bien que quelqu'un s'est fait bloquer ses comptes, le message à la population c'est, vous voyez ce qui se passe si vous cherchez à sortir, à parler et à sortir de ce système. Donc ça, c'est un management par la peur. Voilà. Alors vous me direz qu'est-ce qu'on fait avec ça ? Parce que le danger est réel. Mais si on y cède, on est sûr d'aller tout droit vers ce système totalitaire dans lequel on essaie de nous faire entrer. Donc ce qui, à mon avis, nous protège de la peur, c'est ce qu'on fait aujourd'hui, c'est -à-dire c'est l'union. C'est pas une protection garantie à 100 % bien sûr, mais c'est le fait de se relayer, d'être ensemble, c'est vraiment ce qui est important. Et puis à un moment donné, on sait que ce sera encore pire si on s'aide à la peur. Ça c'est une chose très importante. Si on s'aide à la peur,

ce sera encore pire demain. Je pense qu'on en a tous conscience ici. Merci

beaucoup Marion Saint-Michel. Alors justement, un des exemples tout particuliers de l'expression de cette peur, elle se trouve souvent, ou en tout cas lors des élections passées, au moment du second tour, où on a une injonction qui est faite par les différents médias. Et justement, je voulais interroger tant Jean-Frédéric Poisson qu'Alexis Poulain sur cette injonction qui est faite de voter bien, globalement. Est-ce que, comment celle-ci est perçue ? Vous allez me raconter un petit peu ce que vous avez vécu, puisque vous l'avez vu à plusieurs reprises. Et Alexis, médiatiquement, vous connaissez des journalistes. Est-ce qu'ils sont convaincus par eux-mêmes qu'il faut faire le bien ? Est-ce qu'ils ont conscience d'orienter le choix des Français ? Voilà. Si tu veux en parler. Il faut savoir que 80 % de la force médiatique mainstream de ce pays est social-démocrate. C'est -à-dire que c'est des gens qui hésitent entre François Hollande et Raphaël Glucksmann. Et peut-être Gabriel Attal, mais il est un peu trop sur la ligne du JDD en ce moment, donc on ne sait pas trop. Donc c'est des gens qui sont absolument certains d'être dans le camp du bien.

La caricature de ça, c'est quotidien, l'émission qui commence par un cul, avec Paul Gagné. Alors Paul Gagné, c'est vraiment le journaliste à l'état pur. C'est vraiment ce qu'on trouve dans toutes les rédactions. Après, vous avez toute la branche « C'est à vous », « C'est génial », « C'est du vomir ». Vous avez France Info, enfin voilà. Et eux sont persuadés, oui, de faire le bien, d'être du bon côté. D

'ailleurs, il faut voir, cette vidéo qui a été révélée par l'Incorrect, où vous avez Patrick Cohen et Thomas Legrand, merci, face à un pont du PS, qu'ils se font rabrouer parce qu'ils ne sont pas assez sympas avec le PS, et ils lui rassurent, t'inquiète, on fera la campagne de Raphaël Glucksmann. Il y en a un qui est viré du service public, c'est Thomas Legrand. Mais tous les matins, Patrick Cohen parle à 4 millions de gens qu'il considère comme des idiots pour faire la campagne de Raphaël Glucksmann. C'est à peu près comme ça que ça marche. Vous avez certains journalistes qui essayent quand même de faire leur boulot et qui arrivent dans des terrains hostiles. Sonia Mabrou qui tombe sur BFM, immédiatement le SDJ dit « Ah là là, elle est d'extrême droite, c'est pas possible, arrêtez ça tout de suite ». Sapin de Valeurs Actuelles, qui est un centriste, qui est arrivé à Valeurs Actuelles pour centriser Valeurs Actuelles, il arrive comme ça tranquille sur France Inter, pensant rejoindre Génie Bastier du Figaro et que tout se passerait bien. C'était sans compter sur la SDJ, la Société des journalistes de France Inter, qui parle de fascisation du service public. Le service public, c'est d'autant pire que c'est un service qui est censé être neutre politiquement. Or il ne l'est absolument pas. Je

pense que c'est le service, c'est même le média qui est le plus socle d'aime sur la scène publique et scène médiatique française. Donc on a affaire à des gens, oui, qui pensent faire le bien et qui pensent être dans le camp du bien, pour la plupart. Et ça, c'est ce qui fait qu'après, vous avez l'appel au castor, que vous avez vu une campagne, comment ça se passe. Donc déjà, on parle à des enfants de CM1. Ensuite, pendant toute la campagne, on explique que Marine Le Pen, Marine Le Pen, Marine Le Pen est au second tour. Marine Le Pen, mais c'est Adolf Hitler déguisé ! Et là, ça dure le temps du second tour. Et là, ça y va, ça y va. Alors là, ils ont essayé un truc, ils ont sorti le flic de Carcassonne, le policier municipal de Carcassonne, qui a un stand-up incroyable, où il s'est filmé racontant des blagues racistes à ses collègues, pensant que ça allait créer la radiabolisation du Rassemblement National. Bon là, ça ne marche pas, donc ils ont un peu les boules. Ils ont les boules pour deux raisons, c'est que les candidats sociodémocrates sont tous nuls, ils en sont à invoquer François Hollande, c'est vous dire. Et de l'autre côté, ils voient très bien qu'il y a des forces populaires qui sont incontrôlables, que ce soit aux côtés de la France Insoumise ou du Rassemblement National. Et même si tout ça fait partie d'un système, on disait, ils ont tous à peu près la même idée, il y a des lignes rouges. Parce que quand on joue dans le système, il ne faut pas trop dépasser. On ne peut pas trop dire l'Ukraine, on ne peut pas trop dire Frexit, on ne peut pas trop dire des trucs. Donc on joue un peu avec ça. Puis à la fin, de toute façon, le candidat qui sera en face, et c'est pour ça que moi, je veux un second tour à Mélenchon Le Pen, parce qu'il n'y aura pas le mec pour dire « faites

les castors ». Parce qu'est-ce qu'ils vont faire, franc-tireur, Mélenchon Le Pen ? Ils vont dire « ah ben, ils seront obligés de dire Le Pen ». Bref, c'est juste rigolo. Et à un moment, il faut arrêter avec ce... C'est pas ça la démocratie. Ça, c'est de la merde. Et les gens n'ont plus peur, je pense. Quand on voit ce qui s'est passé avec ces... Déjà, à une époque, les gens qui votaient Front National ne le disaient pas. C'était la honte. Maintenant, c'est plus du tout le cas. Pareil pour la France Insoumise. Pareil quand on commence à essayer de faire peur avec la loi Yadant, avec le fait de dire... Vous avez vu, à DNNL, elle a osé dire sur France Télévisions qu'Israël commet un génocide et que la France est complice. Bon ben, immédiatement, France Télévisions a retiré l'émission, etc. Mais elle l'a dit. Elle l'a dit face caméra. On n'a plus peur. Et c'est pour ça, moi, je parle de transformer la colère parce qu'on est tous en colère. Tous. Depuis 2018. Et on est vraiment super en colère. Les Gilets jaunes, ils l'étaient à fond. Ils le sont toujours. Là, il y a des appels pour reprendre les ronds-points. C'est pas dans la rue que ça va se passer. Mais la colère, elle est sourde, elle est profonde. Et c'est une force. Et ça veut dire que nombreux, nous sommes à vouloir les voir dégagés. Le dégagisme, c'est la force numéro un de cette élection. Voilà.

Alexis a tout dit, donc je vais dire le reste.

Ce qui est... Je réponds à votre question, Thibaut, sans blague.

Pourquoi est -ce que ce discours convenu d 'appel à la résistance entre les deux tours, il faut contrer le diable qui arrive non pas en Prada, mais dans les urnes ? Parce que ce message correspond parfaitement à ceux qui veulent garder le pouvoir à tout prix. Tout simplement. Ça les arrange. C 'est aussi simple que ça.

Parce que... Je vais vous en dire une bien bonne. Si vous saviez le niveau de détestation qui est celui d 'Emmanuel Macron et de ses amis au sein des Républicains, vous seriez étonné. Et vous ne comprendriez pas pourquoi un certain nombre de Républicains envisagent de perpétrer la Macronie, alors même que c 'est à peu près tout ce qu 'ils exècrent. En plus, dans la Macronie, contrairement aux autres partis politiques, il y a des traîtres, du point de vue des Républicains, et de la France, ça fait deux bonnes raisons de les haïr au -delà du raisonnable et au -delà du possible. Et pourtant, non. Alors je sais, 30 ans de vie politique m 'ont appris que quand on s 'engage en politique, de temps en temps, il faut aussi composer avec des gens qu 'on n 'aime pas beaucoup.

Voir à qui on met très bien une paire de baffes de temps en temps pour se détendre un peu, n 'est -ce pas, ma chère Marion ? Néanmoins, quand arrive le temps des accords, des alliances, et quand le bien du pays et le bien de la France est en jeu, vous ne pouvez quand même pas rigoler avec ça. Alors il y en a qui sont absolument convaincus,

c 'est d 'ailleurs l 'attitude de ceux qui refusaient de voter la censure ces derniers temps, suivez vos regards, en disant, ben non, on ne peut pas voter la censure parce que ça va être pire. Mais comment ça peut être pire ? Expliquez -moi comment ça peut être pire ? L 'autre jour, j 'entendais, c 'était Édouard Philippe, je crois, sur un plateau de télévision, de radio, qui disait, mais si le Rassemblement National ou la France Insoumise arrive, au pouvoir, la France sera ruinée, elle sera décrédibilisée sur le plan international, les institutions ne fonctionneront plus, et ce sera la faillite économique. Je me suis dit, merci de faire le bilan de 10 ans de macronisme, ça en gagnera du temps.

Donc, si vous voulez, il y a cette confusion. Alors, il y en a qui sont très objectivement... Il y en a qui sont de vrais sociodémocrates. Et après tout, ça peut se respecter si c 'est cohérent et si c 'est sincère. Et à qui toute forme d 'expression un peu radicale, un peu sèche, un peu anguleuse, un peu brutale, un peu rapeuse ne plaît pas. C 'est les mêmes qui n 'aiment pas les syndicats quand ils sont trop brutaux, les avocats quand ils parlent trop fort, etc. Enfin vous savez, c 'est ce genre de personnes -là. Celles -là, ils n 'aiment pas les extrêmes. Ils n 'aiment pas les extrêmes. Pourquoi pas ? Mais les autres, pouvoir regarder le paysage politique actuel calmement en se disant « Si je reconduis un macroniste qui a exercé le pouvoir pendant 10 ans, ça sera mieux que si j 'ai dit n 'importe qui d 'autre. Alors ça, c 'est juste pas sérieux. » Deuxième chose, je rejoins tout ce qui a été dit sur la question de l 'information. Je suis quand même étonné de voir que ces journalistes dont vient de parler Alexis Briaman font pas leur travail.

Quand le directeur général de la Banque de France nous explique que vouloir faire rembourser, annuler la dette par la BCE, il n 'est pas d 'accord parce que ce ne serait pas conforme aux traités européens. Mais depuis quand est -ce qu 'on respecte les traités européens ? C 'est nouveau cette affaire. Depuis quand est -ce que le seuil de 3 % de déficit sur le PIB est respecté sur le traité de Maastricht ? Vous avez vu que la France l 'a respecté quand ? Une fois, je crois que c 'était sous Jospin, en 1999 ou 2000. Depuis quand est -ce que Mme Van der Leyen respecte les traités européens quand elle invente une défense européenne et qu 'elle fout de l 'argent à l 'Ukraine à fond

perdu et pour un type qui est le plus grand corrompu de tous les dirigeants européens ? Depuis quand est-ce que ça, c'est respecter les traités ? Je parle même pas d'un sujet qu'on connaît bien ici qui est la commande massi de petites pilules bleues. Non, c'est pas des pilules bleues, c'est des vaccins pour le coup, paraît-il, pour guérir d'un truc encore brumeux et dont personne n'a jamais compris ce que c'était. Depuis quand est-ce que l'Union européenne respecte elle-même ses propres traités ? Et qui, où est le journaliste qui va dire au directeur général de la Banque de France, enfin M. Le Grand, quand Attal dit « Je vais faire 1000 cafés jusqu'au premier, 1000 bistrots, jusqu'au premier tour de la présidence. » Il reste 200 jours.

Moi, j'ai pas fait de maths, j'ai fait philo, donc c'est pour vous dire dans quelle merde on est. Mais si je compte bien, 1000 divisé par 5, ça fait 200, pardon, fois 5, ça fait 1000.

Alors ça veut dire 5 cafés par jour.

Il faut vraiment avoir fait peu de campagnes électorales, y être allé peu dans les bistrots pour les campagnes électorales pour croire que vous en ferez 5 par jour. Alors,

si vous en faites un déjà, bon, le deuxième, il faut apprendre à se tenir au bar.

La troisième, c'est comme les légionnaires, vous savez, il faut avoir le ceinturon qu'on accroche au truc pour pas tomber à la renverse. Et alors M. Attal n'a pas exactement l'air préparé complètement à cet exercice, si vous voyez ce que je veux dire. Mais il n'y a personne qui lui dit « Mais monsieur, vous n'êtes pas sérieux, parce que vous allez faire quoi pendant le reste du temps ? » Pendant ce temps-là, vous allez revenir à des réunions publiques, vous allez aller... C'est pas sérieux. Et en réalité, je termine par là.

La clé de cette campagne... Alors, je suis désolé, je vais devoir vous faire souffrir pendant quelques minutes ce qu'on appelle le syndrome du pasteur. C'est quoi le syndrome du pasteur ? C'est ce que subissent les gens qui sont à l'office le dimanche matin et qui se font engueuler à cause de ceux qui sont pas venus.

Alors voilà, prenez-le comme tel.

C'est une élection qui va être une élection de militants. Pourquoi je dis ça ? Parce que l'énergie que nous pourrions déployer à pointer ces incohérences, ces manquements, ces propos contradictoires, ce foutage de gueule de temps en temps, pardon pour cette expression très laide, pour nous tous, finalement, tout ce qui manque à la fois à la déontologie, à la véracité, à la cohérence, à l'exigence intellectuelle que réclame le débat public d'une présidentielle, il va falloir que nous autres militants, nous le remettions dans l'espace public, grâce aux réseaux sociaux, grâce aux médias, et grâce à tous les instruments et tous les acteurs qu'on peut imaginer. Il faut pas qu'on lâche ce combat. Alors c'est pour ça que je suis en train de vous dire que c'est pas à vous que je devrais dire ça. Enfin c'est vous qui êtes là, donc tant pis. Vous le répercuterez à l'extérieur. Mais si on ne lâche pas ça, je pense qu'on a une chance réelle de gagner j'en sais rien, à tout le moins que faire en sorte que les Français puissent aborder les questions qu'il faut aborder sur l'état d'autres pays. Il y en a pas 150. Il y en a 4, 5, 6, pas plus que ça, puis les tranchés en pleine connaissance de cause. C'est ce à quoi je pense. Nous sommes appelés dans cette campagne présidentielle. Et merci pour votre esprit militant, votre énergie et le fait que vous serez capable de le faire à plusieurs. Parce qu'il n'y a rien de pire. Ça m'est arrivé une fois ou deux dans ma vie politique, comme ça vous est arrivé à vous, de devoir affronter tout seul des combats difficiles. Vous savez la fameuse phrase « Armons-nous et partez ». Ça veut dire « Allez-y, je vous rejoins ».

Enfin tout ça. Il faut qu'on apprenne à le faire à plusieurs. Parce que je pense que nous n'avons pas fini de voir les pressions s'accumuler sur les acteurs et sur ceux qui diront la vérité dans un monde où il ne faut pas que le mensonge passe par nous. Merci.

Merci Jean -Frédéric John. Vous vouliez réagir. Oui, je voudrais juste rajouter quelque chose qui a été dit. Politiquement, si on regarde bien, il y a un énorme espace pour les idées qu'on porte. Comme ce qui a été dit depuis le début, c'est le second tour qui est vendu de toute façon partout,

c'est le RN face à LFI. Il y a clairement un espace de militants, comme expliquait M. Poisson, d'aller sur le terrain, d'aller sur les réseaux sociaux où on a cette force, d'expliquer avec quelles sont nos idées. Et on assume la diabolisation. On n'en a rien à foutre. Regardez ce qui se passe en Allemagne. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas l'AFD, on s'en fout. Vous regardez ça d'un il neutre sur la façon politique que ça a été fait. Par exemple, ils les diabolisent sur Der Spiegel. Ils les font signer à leur meeting. Ils n'en ont plus rien à foutre, en fait. Désolé de parler comme ça, mais c'est la vérité. Ça ne marche plus. Les gens voient très bien la situation du pays qui a été citée par Edouard Philippe ou peu importe. On regarde, tous ces fonds, tous les compteurs sont dans le rouge, surtout ce qu'on voit au niveau de nos enfants. Je trouve que les enfants, c'est quelque chose dont on ne parle pas assez quand on regarde ce qui se passe à Paris, le classement PISA pour leur avenir, etc. Il n'y a personne qui leur parle aussi. Ça, c'est catastrophique. Je veux dire aujourd'hui,

moi, je suis jeune papa. On les met à l'école. Qu'est-ce qu'on va leur apprendre ? Quand ce sera plus tard pour avoir un appartement, pour avoir un travail, dans quelles conditions ? Avec l'intelligence artificielle, avec l'économie, comment on va faire, etc. Tous ces sujets -là, on a énormément de place de le faire sans aller chercher, sans que le RN ou LFI nous fassent chier de leur dire, écoutez, vous gardez vos voix, etc. Nous, on va aller chercher le reste, la majorité des Français, en fait. Parce que si vous regardez l'élection de 2022, le premier parti de France, c'est l'abstention. Si vous regardez le CEPIPOF, c'est le plus gros sondage, je ne sais plus c'est quoi l'échantillon, c'est 10 000 ou un truc comme ça ? C'est un énorme échantillonnage. Et ils vous disent que plus de 70 % des Français n'ont pas confiance dans la classe politique.

Avec l'Union européenne. Donc quand on vous dit ça, à un moment donné,

Madame expliquait encore une fois qu'on vous ostracise, comme ce qui a été fait pendant le Covid, sur tous les sujets. On nous écrase, en fait, en essayant, en créant l'auto-censure. Il faut sortir de ça. Tous les pays où il y a un changement radical, vous pouvez regarder Trump, Millet, vous regardez l'Italie aussi. Même en Angleterre, ils ont poussé. Alors c'est toujours des sociodémocrates. D'ailleurs, pour un petit passage là-dessus, qu'est-ce qui est social, au final, ils instrumentalisent la pauvreté. C'est toujours la frappe. Je crois que c'est Meuse qui disait ça. Je ne sais plus, tu prends 100 euros, tu le divises en 5 personnes et au final, tu as 5 votes. C'est un peu la même manière. Et la démocratie, c'est pareil, c'est les mêmes sur le DSA et tout ce qui est réseaux sociaux pour te censurer. Même Marine Tondelier, c'est pareil, c'est un courant de la social-démocratie. Ils ne veulent pas que les gens comme vous et moi, nous nous exprimons et que ça vienne dans le débat public ou même à la machine à café pour le dire à votre collègue. Encore une fois, un dernier exemple, le Mercosur, ça a disparu des radars. Je veux dire, je ne l'invente pas ça. C'est un truc où tous les médias, tous les députés disaient « on était d'accord, on a voté la résolution, on est contre, etc. » Qu'est-ce qui s'est passé derrière ? Que dalle ! Que dalle ! Donc, encore une fois, il y a cet aspect -là. Là, il y a le carburant en ce moment, on a vu que ça vient de partout. Il y a les Gilets jaunes, il va y avoir peut-être les Gilets jeunes, parce que c'est les jeunes aussi encore qui dénoncent ça. Ils utilisent des nouvelles tendances sur les réseaux sociaux. Si on prend tout cet espace, si on utilise les forces militantes, si on utilise les experts, les médias, les responsables

politiques qui se mettent d'accord, et je vous le dis, tous les gens qui sont ici, là, essayent de faire quelque chose. Je sais que vous aussi, on le fait chacun à son niveau,

et on peut se lancer ensemble dans une campagne présidentielle de bouger les lignes, même si on ne gagne pas, ce n'est pas grave. Mais on remue tout, et je terminerai là-dessus. Il faut mettre fin au socialisme et au macronisme, c'est impératif, et c'est comme ça que la démocratie pourra revivre dans notre pays.

Merci beaucoup, John. Alors justement, vous en avez un petit peu parlé, je voulais en parler un petit peu avec Maître Guyon. D'une part, on se rend compte que malgré le bourrage de crâne depuis des années, sinon des décennies, par exemple sur le Frexit, alors que cette idée n'est pas présente dans les médias mainstream, on se rend compte qu'il y a quand même un fond, un très fond français qui demeure attaché à la souveraineté, sans savoir parfois pourquoi, mais il le ressent. On peut le voir d'ailleurs dans le dernier sondage qui est sorti il y a quelques semaines, une étude, à prendre bien sûr avec toutes les pincettes nécessaires, mais on se rend bien compte qu'il y a un étiage de 40 à 55, 54%. Merci. qui sont intuitivement favorables à récupérer leur propre souveraineté. Donc c'est déjà un point important à traiter, celui de la résilience du peuple français face au matraquage médiatique. Et il y a un deuxième point, puisqu'il nous reste peu de temps, qu'il faut quand même aborder. Est-ce que la meilleure manière de voler une élection présidentielle, c'est de faire en sorte qu'elle n'ait pas lieu ?

À ce sujet, il ne reste effectivement pas beaucoup de temps. Donc je vais tenter de répondre à ces deux questions de manière très synthétique. Sur la souveraineté, c'est vrai qu'on en a beaucoup parlé, on ne l'a pas vraiment définie. Et là, c'est mon caractère universitaire qui revient. Il faut qu'on définisse quand même ce qu'est la souveraineté. La souveraineté, c'est le pouvoir qu'on détient soi-même de se fixer ses propres règles. Et en France, c'est quelque chose qu'on maîtrise bien, parce que les juristes qui ont conceptualisé la notion de souveraineté, c'était des juristes français. Les premiers cours que j'ai faits à l'université de droit quand j'ai commencé mes études, c'était justement d'étudier Jean Bodin, un auteur du XIII^e siècle, qui nous avait conceptualisé ce qu'était la souveraineté. Et nos cours de droit constitutionnel nous disaient qu'un État, c'est donc la souveraineté qui s'exerce sur un peuple et sur un territoire. Si il n'y a pas cette souveraineté, ce n'est pas un État. Et ensuite, je ne sais pas ce qui s'est passé, mais j'ai dû me faire lobotomiser la tête, où j'avais compris que le droit européen, l'Union européenne, est-ce qu'on allait sur du fédéralisme, une confédération... Bref, j'ai été biberonné par ces notions européistes. Et lorsque je revois tout ça avec un petit peu de recul, je me rends compte que, si je vote dans une élection présidentielle pour élire le parrain, enfin le président, pardon, le président, donc qui va ensuite nous expliquer qu'il ne décide de rien, parce que c'est la Commission européenne qui va décider. C'est la Commission européenne qui va signer les contrats de Pfizer.

C'est la Commission européenne qui va nous signer le Mercosur. C'est la Commission européenne qui va décider si on a le droit ou non d'aller sur les réseaux sociaux quand on a plus de 15 ans. Si c'est la Commission européenne qui décide, pourquoi je vote ? Parce que là, peut-être que le vol d'une élection présidentielle, ça passe déjà par la question de la souveraineté. Si vous devez élire quelqu'un qui ne pourra décider de rien, dans ce cas-là, ça ne sert à rien de voter. Et l'élection présidentielle, elle vous est volée de cette manière-là.

Donc la première des conditions, c'est de reprendre la souveraineté. C'est une condition qui est indispensable et qui n'est pas un mot grossier. C'est la souveraineté. C'est la définition même de ce qu'est un État.

Donc lorsqu'on reprend tout ça, ça fait sens. On avait déjà tout compris il y a plusieurs siècles de ça.

Et aujourd'hui, on est en train de revenir exactement sur ce sujet. Si il n'y avait pas eu Florent Philippot, si il n'y avait pas eu les assises de souveraineté, je ne sais pas si j'en serais arrivé à cette compréhension que si je vote pour quelqu'un qui ne peut pas décider, alors dans ce cas-là, ça ne sert à rien de voter. Et aujourd'hui, au moins, ce qui est bien, c'est qu'on peut le conscientiser. On a la possibilité d'en parler. Lorsque l'on m'invite sur quelques médias nationaux, ça m'arrive assez rarement, mais ça m'arrive, ce ne sont pas des sujets qu'on aborde. Clairement, on a parlé un peu de données personnelles, on a parlé un petit peu de moteur pure tech. Bon, c'est des sujets, ce n'est pas bien méchant, mais ce n'est jamais sur les vrais sujets. Et quand on vous invite sur les médias, on vous dit que vous avez 3-4 minutes pour parler, mais en fait, vous avez 20 secondes. Il faut vraiment que vous soyez perspicace et que vous placiez 2-3 punchlines, sinon vous passerez totalement aux oubliettes. Donc, en d'autres termes, on a la possibilité aujourd'hui de vraiment réintroduire dans le débat la souveraineté. Si on vote pour quelqu'un qui ne décide de rien, ça ne sert à rien.

Merci beaucoup, Maître. On va se diriger lentement vers la conclusion de cette table ronde. Marion Saint-Michel, est-ce que... Alors, je ne sais pas si vous avez un micro. Marion Saint-Michel, est-ce que ce qu'on fait actuellement, ça permet justement de désamorcer les mécanismes de manipulation et potentiellement de vol de cette élection présidentielle ? Et est-ce que vous voyez une issue positive en faisant ça tous ensemble ? Oui, bien sûr que ça contribue énormément, puisque, comme le disait Maître Guillon à l'instant, c'est un travail de conscientisation, en fait. Et tout passe par là. Prendre conscience des mécanismes qui sont à l'œuvre, prendre conscience de ce qui est et de ce qui n'est pas. Je rebondis sur la notion de souveraineté qui est très importante, qui définit effectivement normalement l'existence même d'un État, et qui nous renvoie bien sûr, là c'est la psychologue qui parle, mais à la notion de souveraineté personnelle, de souveraineté intérieure. On est sur quelque chose de fondamental.

Merci. Merci d'applaudir à ça. Parce que tout tient à ça. Évidemment, c'est ma zone de travail à moi. C'est vraiment d'aider les personnes à sentir à quel point nous avons besoin d'un renforcement moral, de renouer avec les notions importantes que nos pères connaissaient, pères et grands-pères, du droit naturel, de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas, de ce qui est bien et de ce qui est mal, car ça existe tout de même. On parlait de matérialisme ce matin, mais les choses dans lesquelles ils nous ont englués tiennent aussi sur un plan philosophique à la fois au matérialisme et au relativisme qui en a découlé. C'est-à-dire que finalement, tout vaut tout et réciproquement. Et donc, plus rien n'est défini, plus rien n'a vraiment de valeur. Et on est dans un mécanisme de confusion qui nous empêche, enfin qui tente d'essayer de nous permettre d'y voir clair. Donc, il faut vraiment remettre de l'ordre dans tout ça. Et c'est ce que nous faisons, je pense, dans un événement comme aujourd'hui et dans une table ronde comme ce soir. Donc, j'espère et je pense qu'on fait avancer les choses. Oui, effectivement, Thibaut.

Merci beaucoup, Marion. Un mot de conclusion, Jean-Frédéric Poisson, face à ce panorama qu'on a dressé ? Marion vient presque de me piquer ma conclusion, mais c'est pas grave. Non, non, il vaut mieux être deux à le dire que tout seul. En écoutant notre débat, je me disais que cette élection présidentielle, c'est certes une élection essentielle pour la France, mais c'est aussi une élection essentielle pour chacune des personnes que nous sommes. Parce que me vient, et c'est en ça que je dis que Marion m'a devancé, cette magnifique phrase de Georges Bernanos qui disait « On ne peut pas comprendre le monde moderne si on n'y voit pas une gigantesque conspiration contre toute forme de vie intérieure ». Ce qui est en jeu, c'est l'humanité. C'est ça qui compte dans cette élection. Pourquoi ? Parce que nous sommes dans un système politique qui cherche à détruire notre humanité pour faire de nous des atomes et des machines. Ce qui est le plus radicalement contraire qu'on puisse imaginer à la spiritualité qui guide et qui est l'aspiration légitime de tout être humain.

Deuxièmement, il va nous falloir nous préparer, mes amis, à une forme de répétition. J'allais dire de remake, mais on parle français ici. Donc je dis répétition.

Je pense que si jamais il y avait une tentative de dissolution de l'Assemblée nationale antiprésidentielle... Alors ça brise. Je pense que la probabilité est faible, mais avec ces dingues, on peut s'attendre à peu près à tout, y compris toutes les forfaitures. Ce serait une forfaiture. Si jamais c'était ça, et ou si jamais on essayait entre les deux tours de leur piquer à nouveau l'élection... Rappelons-nous ce qui s'est passé le 30 mai 1968, lorsque un certain nombre de réseaux, certains étaient très recommandables, d'autres les témoins, ont organisé une manifestation d'un million de personnes sur les Champs-Élysées pour dire « La chien-lis, ça suffit ». Bien, mes chers amis, il n'est pas exclu que nous soyons un jour, dans pas très longtemps, en situation de devoir descendre très massivement dans la rue pour défendre ce qui nous appartient. Applaudissements. Et que personne ne nous volera.

Dernier point. Je mets ça comme peut-être un point à traiter pour une prochaine table ronde des assises de la souveraineté, mon cher Thibault. Si vous avez manqué de thème, ça m'étonnerait, mais... Le Conseil constitutionnel sera inévitablement l'arbitre de cette élection. Il le sera positivement ou négativement. Il lui revient, comme vous le savez, de droit de valider les candidatures à l'élection. Et il lui reviendra de se prononcer putativement après que la Cour de cassation aura définitivement statué sur la situation de Mme Le Pen.

Je ne sais pas ce qu'il fera, évidemment. Mais ce qui est évident, c'est que de toute façon, nous ne pourrons pas passer un quinquennat supplémentaire avec un Conseil constitutionnel, un Conseil d'État et toutes les instances juridictionnelles françaises, gauler comme elles le sont aujourd'hui. Ça, c'est pas possible. Donc vous avez, mon cher Thibault, pour l'année prochaine quelques ateliers. D'ici là, bonne campagne, bonne manif. Défoncez-vous bien, ça vaut le coup. Merci pour tout. Merci. Très rapide. On est un peu pris par le temps. Alexis.

Déjà, Bernanos, c'est un de mes auteurs favoris. Et le monde moderne vient un peu de là aussi. Donc évidemment, je vous invite à lire Jacques Ellul aussi sur l'horreur de la modernité et de l'industrie et ce qu'elle fait à nous. On est en fait effectivement dans l'ère industrielle, pas du complot, mais de la manipulation et de la guerre cognitive. Ce qui compte le plus, c'est à la fois vous faire les poches, ça c'est pour l'État français, mais aussi avoir une OPA sur votre temps de cerveau disponible, et tant qu'à faire vos cerveaux en entier. L'économie de l'attention, on l'a vu évidemment, c'est le principe des réseaux sociaux. Sauf que les réseaux sociaux aujourd'hui ont remplacé les médias traditionnels dans ce qu'était le quatrième pouvoir, c'est-à-dire la manière de montrer qu'il y a un autre monde et que ce monde est possible. Aujourd'hui, la France, c'est un pays que j'aime, c'est mon pays. Il y a des gens qui me traitent de traître parce que je ne suis pas d'accord sur la guerre en Ukraine et la façon dont elle est menée par ceux qui veulent qu'elle s'éternise et qu'elle nous emmène vers une guerre qui n'est pas la nôtre. Parce que je suis contre la construction européenne, vous êtes tous également contre cette Union européenne inutile, coûteuse et dangereuse pour nos libertés. Il faut le dire, il faut ne plus avoir peur, il faut se lever et vraiment arriver à montrer que nous sommes le nombre. Comme le disait John, on a un trou de souris pour exister dans cette élection au milieu de ceux qui vont être poussés par les médias menteurs. Nous, nous sommes là pour dire la vérité et

nous sommes nombreux.

Un dernier mot, John. Oui, très rapide. Si on essaie de vous mettre dans la tête que vous n'êtes rien, c'est que c'est l'inverse. Si on essaie de vous enfermer de toute interaction sociale avec les autres, c'est parce qu'on a peur que vous parlez aux autres personnes. Donc très simplement, je le dirais

comme ça, on peut compter sur vous, vous pouvez compter sur nous aussi. On fera tout pour que quelque chose se déroule dans cette élection présidentielle et on ne lâchera pas que ça soit bien clair. Voilà, merci à vous. Merci à tous les intervenants.

Merci beaucoup d 'avoir assisté à cette conférence. Je vous souhaite une agréable soirée avec la suite, avec des interventions à venir dans l 'auditorium. Merci beaucoup. Merci.